

Service de l'Eau, de l'Environnement et de la Forêt

Bureau Politique et Police de l'Eau

N° référence : 0100292025

Vos références :

Affaire suivie par : alex.millet@oise.gouv.fr

Téléphone : 03 64 58 16 69

Pièces jointes : 0

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
(DREAL) des Hauts-de-France
44, rue de Tournai
59800 Lille

Beauvais, le 15 juillet 2025

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de vos dossiers de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération :

Régularisation et déclaration de piézomètres et de sondages géotechniques sur les communes de Vauciennes, Coyolles et Largny-sur-Automne

pour lequel deux récépissés vous ont été délivrés le 12 mai 2025 et le 6 juin 2025, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à vos déclarations. Dès lors, **vous pouvez entreprendre ces opérations à compter de la réception de ce courrier.**

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copies des récépissés et de ce courrier sont également adressées à la mairie des communes de :

- VAUCIENNES
- COYOLLES
- LARGNY-SUR-AUTOMNE

pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de l'Oise durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie, par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai de quatre mois. En cas de recours par les tiers, la décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai mentionné.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le préfet et par
subdélégation
Le Responsable du Bureau Police
et Politique de l'Eau



Bryan DAVY

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)